
ICANN76 | Forum de la communauté – Espace Afrique
Lundi 13 mars 2023 – 16h30 à 17h30 CUN

PIERRE DANDJINO :

Il y a les consultants qui sont présents et il y aura donc des informations sur la dernière mise à jour. Ils ont été invités ici et ils feront quelques remarques. Pour la plupart, ce sont des membres de l'ICANN.

Baher parlera et il est également responsable du bureau d'Istanbul. Il vous dira ce que nous pouvons attendre d'Istanbul. Istanbul, c'est à la fois le Moyen-Orient et l'Afrique, c'est une des fonctions de l'ICANN, donc membre des fonctions de l'ICANN qui sont au service de l'Afrique.

Nous avons également Adiel avec nous, je crois qu'il est en ligne, il est vice-président responsable de la relation technique pour l'Afrique. Il a également du personnel sur le terrain et il est là pour soutenir le travail technique. Il vous parlera des projets dont il s'occupe.

Nous avons aussi la joie d'avoir un membre du Conseil d'Administration, un représentant du Conseil que vous connaissez pour certains d'entre vous. Il fera des remarques et nous donnera des informations sur ce qu'il fait. Il est en lien avec AFRINIC, donc il connaît bien le contexte. De toute évidence, vous pourrez savoir un petit peu où en est le Conseil. Sally viendra aussi, elle a promis de nous rejoindre. Excusez-nous, que se passe-t-il ? Sally viendra avant la fin de la session.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Sans plus attendre, je souhaite céder la parole à Baher qui va nous faire des remarques de bienvenue.

BAHER ESMAT :

Merci Pierre.

Bienvenue à tous. Merci d'être présents pour cette séance, que vous soyez ici dans la salle où à distance. Comme Pierre vous l'a dit, je suis responsable du bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique à Istanbul, en Turquie. Ce bureau a été établi il y a pratiquement 10 ans, en 2013. L'objectif principal de ce bureau d'Istanbul, c'est d'être au service des communautés à la fois de l'Afrique et du Moyen-Orient, de promouvoir les activités de relations à la fois dans les deux régions. Ce bureau dispose de ressources des différentes fonctions d'ICANN Org.

En dehors des équipes relations de l'Afrique et du Moyen-Orient, nous avons également du personnel des différentes fonctions, depuis la communication à la sécurité aux opérations, à la technologie des domaines mondiaux, les réunions, les politiques, les ressources humaines, etc. Nous continuons d'ajouter davantage de ressources pour appuyer les différentes demandes qui nous parviennent des deux régions.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, nous avons ajouté trois nouveaux postes à Istanbul : deux dans le domaine de la communication et des services de langue et un autre poste pour les opérations. Dans le cadre de la relation en Afrique, nous savons bien que nous avons besoin de plus et davantage de ressources. Notre

travail, c'est non seulement le bureau d'Istanbul, mais nous avons aussi un centre à Nairobi au Kenya.

Si vous regardez les offres d'emploi sur le site de l'ICANN, vous verrez qu'il y a trois postes à pourvoir pour le bureau de Nairobi : deux pour la relation avec les parties prenantes, un particulier pour la coalition pour une Afrique numérique, c'est un projet important dont on parlera dans le détail, et le troisième poste dépendra du bureau du directeur technique et de la relation technique.

Nous continuons d'élargir nos équipes au service des deux régions. L'une des questions qu'on nous pose souvent, c'est pourquoi le Moyen-Orient et l'Afrique sont ensemble. La réponse est très simple : en fait, ces deux régions ont des points communs. Il y a une partie de l'Afrique qu'on appelle le Moyen-Orient dans la région du Nord. Moi, je suis Égyptien et je me considère Africain et je me considère également comme du Moyen-Orient. C'est aussi une question de besoin. Les enjeux, les opportunités que nous avons dans les deux régions ont des points communs. C'est logique que les ressources dont nous disposons puissent être au service des deux régions.

Merci encore pour cette opportunité et je suis prêt à entendre vos questions et à vous parler après la séance également si vous le souhaitez.

PIERRE DANDJINOÛ :

Merci beaucoup, Baher.

Est-ce qu'Adiel est avec nous en ligne ?

ADIEL AKPLOGAN : Je suis là, Pierre.

PIERRE DANDJINO : Très bien, nous avons donc Adiel. Adiel, on vous écoute pour vos remarques.

ADIEL AKPLOGAN : Merci Pierre, merci Baher.

Je suis Adiel, je suis vice-président de la relation technique au niveau mondial. Mon équipe travaille aux dépens du bureau CTO, donc le bureau de la technologie. L'idée, c'est de faire des ponts avec la communauté technique au niveau international. Nous avons des équipes dans d'autres régions également, en Amérique latine, Amérique du Nord, en Afrique, en Afrique-Moyen-Orient et en Asie-Pacifique.

Pour parler plus concrètement de ce que nous faisons dans la région africaine, ce que nous prévoyons au cours des jours à venir, je suis prêt à répondre à vos questions sur mon travail avec les comités de la région.

Comme vous le savez, la relation avec la communauté technique dans la région a augmenté au cours des années passées. Nous avons de plus en plus de possibilités d'appuyer les opérateurs de DNS dans la région. Nous nous concentrons de manière plus pratique sur les ccTLD, pour les aider non seulement à déployer le DNSSEC comme cela a été le cas par le passé mais aussi pour considérer de manière plus globale la

manière dont ils exploitent leur infrastructure de DNS et pour les aider en termes d'infrastructures, à la fois pour les opérateurs de serveur faisant autorité, mais aussi pour les récursifs. Nous sommes très investis également dans la communauté des FSI.

Nous avons un peu changé de démarche dans le cadre du renforcement des capacités. De plus en plus, nous faisons une analyse complète, par exemple de la manière dont les serveurs faisant autorité sont implémentés et configurés. Nous travaillons avec les opérateurs et nous leur donnons des directives très précises par rapport à ce qui ne fonctionne pas du point de vue opérationnel et nous leur montrons comment résoudre ces problèmes un par un. Ceci est très productif. Nous avons sélectionné 12 ccTLD de manière aléatoire il y a six mois. Avec chacun, nous avons trouvé 235 problèmes dans le cadre des opérations de ccTLD. Donc, on travaille avec eux, nous sommes passés de 285 et nous sommes arrivés à 85 qui restaient. Ils ont pu réparer plus de 200 failles sur leurs instances. Ceci est extrêmement productif puisque nous avons réduit ce chiffre de pratiquement 70 %. Ceci est très encourageant pour nous puisque nous pouvons travailler de concertation avec ces opérateurs et nous les remercions pour leur implication. Un certain nombre ont pu signer leur zone, ce qui est très encourageant.

Il faut mettre ceci dans le contexte international également d'une initiative qui a été lancée il y a quelques mois, l'initiative KINDNS. C'est une initiative dont l'empreinte est plus mondiale et qui aide les opérateurs à avoir de meilleures pratiques qu'ils peuvent utiliser

lorsqu'ils déploient et lorsqu'ils exploitent leur DNS pour qu'il soit plus sécurisé et résilient.

KINDNS est un cadre utilisé par les opérateurs. Il s'agit d'un programme pilote. Cela leur permet de s'évaluer par rapport à ce cadre. Même si vous ne faites pas partie des 12 ccTLD avec lesquels nous avons travaillé activement, vous pouvez malgré tout évaluer vos pratiques en comparaison avec le cadre KINDNS qui inclut la plupart des pratiques que nous utilisons avec les ccTLD et vous pouvez voir un peu où vous en êtes. Si vous avez besoin d'aide ou de soutien pour faire cette auto-évaluation KINDNS, n'hésitez pas à contacter mon équipe dans la région.

Nous avons deux personnes, nous avons Paul avant. Nous sommes en cours de le remplacer. Le poste est vacant. Nous avons cherché à le pourvoir à nouveau récemment en raison de certaines exigences. L'emplacement de ce poste est maintenant exclusivement à Nairobi. Si vous vous intéressez à Nairobi, vous pouvez soumettre votre dossier de candidature. Voilà en ce qui concerne KINDNS.

Nous souhaiterions davantage d'opérateurs africains. Actuellement, nous en avons un d'Afrique du Sud. Je vois Mark quelque part. Félicitations à Mark. Il est l'un des opérateurs africains qui ont rejoint KINDNS. Nous souhaiterions en voir davantage. Nous n'avons pas besoin d'avoir un serveur faisant autorité car KINDNS a cinq catégories d'opérateurs, notamment aussi des entreprises privées qui peuvent rejoindre KINDNS.

Dans l'ensemble, nous travaillons en étroite collaboration avec Pierre dans le cadre du CDA. Mon équipe continue d'assurer un soutien technique lorsque c'est nécessaire. Merci beaucoup.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup.

Maintenant, j'aimerais passer la parole à Alan Barrett. Nous vous remercions de vous joindre à nous.

ALAN BARRETT :

Bonjour à tous, membre du Conseil d'Administration de l'ICANN.

Le Conseil d'Administration soutient l'effort de l'équipe Afrique de l'ICANN. La coalition numérique pour l'Afrique a été lancée récemment. Je sais que l'ICANN a récemment augmenté la présence du serveur racine L qui est géré par l'ICANN.

L'autre chose que le Conseil examine, c'est la série suivante des gTLD et l'usage des noms de domaines internationalisés autres que ceux s'appuyant sur l'ASCII. Les pays africains ont d'autres alphabets que l'alphabet latin, donc l'acceptation universelle fait partie des sujets examinés. Très souvent, l'abréviation pour l'acceptation universelle, c'est UA. Le programme des nouveaux gTLD va comprendre des priorités pour les nouveaux noms de domaines internationalisés et il y aura la possibilité lorsque le programme sera lancé pour demander des nouveaux noms de domaine de premier niveau qui ne soient pas ASCII, des nouveaux groupes de caractères seront possibles. J'encourage ceux qui s'y intéressent à déposer leur dossier de demande. Nous ne

savons pas exactement quand le programme sera lancé. Le Conseil d'Administration va prendre une décision au cours des prochains jours et demandera à ICANN Org de prévoir un calendrier.

Voilà, c'est tout ce que j'avais à vous livrer pour le moment, merci.

PIERRE DANDJINOU :

Merci Alan.

J'aimerais maintenant donner la parole à Sally Costerton. Elle est, comme vous le savez, présidente-directrice générale par intérim. Je sais que vous avez en général des questions à poser. Sally nous consacre quelques minutes car elle doit participer à d'autres réunions, donc saisissez cette occasion de lui poser des questions. Elle a accepté d'être avec nous pendant une dizaine de minutes. À vous la parole, Sally.

SALLY COSTERTON :

Merci Pierre. Je suis heureuse d'être de retour parmi vous. Je vous ai vu à de nombreuses reprises au fil des ans, mais c'est la première fois que je suis dans ce rôle en particulier. Comme Pierre l'a dit, je serai heureuse de répondre à vos questions éventuelles comme nous l'avons fait par le passé.

Je voudrais saisir cette occasion pour renforcer ce qui a été dit par Pierre et Alan concernant l'importance de l'Afrique pour l'ICANN. Maintenant plus que jamais auparavant, nous investissons davantage de ressources en Afrique et je crois qu'il était temps, comme cela a été

dit. Il faut rattraper le temps perdu. Il nous faut développer notre personnel et cette coalition qui s'établit.

En tant que présidente-directrice générale par intérim, je sais que les ressources sont importantes. Il y a deux types de ressources : les ressources humaines, l'effectif, et les ressources financières, les dollars, les livres sterling, l'argent qui permet de renforcer les capacités. L'IMRS, nous l'avons mis en place à Nairobi. C'est important et tout cela provient du budget de l'ICANN.

Mon rôle en tant que PDG par intérim – et je l'ai dit à la cérémonie d'ouverture –, cette coalition pour l'Afrique numérique est en tête de notre liste de priorités au sein de notre organisation. C'est ce dont nous allons parler au cours de la série des nouveaux gTLD.

Je voudrais vous assurer que ces ressources pour l'Afrique ne vont pas être mises à l'arrière de la liste des priorités. Les ressources pour l'Afrique vont être importantes. Nous allons sensibiliser pour la deuxième série des domaines de premier niveau. Comment est-ce que l'ICANN peut élargir le groupe des parties prenantes pour renforcer la présence de l'Afrique sur Internet ; c'est de cela qu'il s'agira dans le domaine du renforcement des capacités, dans le domaine de sécurité, mais aussi l'accès pour l'Afrique et d'autres à travers le monde qui n'utilisent pas ASCII.

Nous sommes engagés à consacrer des ressources importantes pour renforcer l'implication et la participation des parties prenantes et pour sensibiliser dans beaucoup de pays africains et nous allons travailler en collaboration avec des institutions, des OIG et des organisations

panafricaines pour faire tout ce que nous pouvons pour poursuivre ce que nous avons déjà commencé.

Maintenant, nous allons lancer ces journées d'acceptation universelle. C'est une initiative mondiale avec une mise en œuvre sur le terrain au niveau local en Afrique pour augmenter la sensibilisation. C'est un sujet difficile car il y a tellement de parties prenantes qui doivent s'impliquer dans l'acceptation universelle et qui ne viennent pas aux réunions de l'ICANN. Nous devons les atteindre, faute de quoi nous ne réaliserons pas le potentiel pour ces nouveaux gTLD.

Nous avons parlé avec les collègues des différents flux, des différents aspects, des différentes pistes à exploiter et je voudrais parler du programme de soutien aux candidats. Je sais que beaucoup d'entre vous en parlent déjà. Je reviens d'une réunion où le sujet a été abordé. Je voudrais vous assurer que nous sommes très conscients au sein du Conseil d'Administration qu'il faut prendre des décisions sur la séquence adaptée sur la communication, le calendrier des communications, sur les ressources à y consacrer. Beaucoup de personnes ont demandé si 2 millions de dollars sont suffisants ; peut-être que ce devrait être plus.

Je sais que beaucoup de personnes dans cette région disent qu'il faut de l'aide. Il faut cibler les nouveaux titulaires de domaine africain. Il faut pouvoir les soutenir dans leur soumission de dossiers. Il faut savoir quelles sont les ressources dont nous avons besoin actuellement, mais aussi des ressources dont nous aurons besoin tout au long du processus.

Continuez à échanger avec nous. Il s'agit de savoir ce que nous devons faire, comment le faire efficacement afin que nous soyons tous sur la même longueur d'onde. La façon dont je vais agir, c'est de m'appuyer sur ces personnes, donc l'équipe de mon voisin, l'équipe d'Adiel, en nous appuyant aussi sur toutes les unités constitutives d'Afrique.

Nous avons parlé des nouveaux effectifs. Vous le savez, nous sommes impliqués dans la mise en œuvre du programme de subventions de l'ICANN. Aujourd'hui, il a été dit qu'à la même époque l'année prochaine, nous aurons avancé. C'est une opportunité formidable de faire le bien. Nous communiquerons avec vous, nous vous tiendrons au courant par le biais du personnel et par le biais de tous les canaux de communication pour que vous sachiez que ce processus sera ouvert, comment vous pourrez déposer votre dossier de candidature, quels sont les critères et comment nous allons travailler dans le cadre de ce processus. Il faut que vos équipes soient continuellement informées afin que tout le monde sache à quoi s'attendre.

Je crois que vous avez parlé des progrès effectués. Si quelqu'un souhaite poser des questions spécifiques, j'ai quelques minutes à vous consacrer avant de me rendre à ma réunion suivante. Vous n'êtes pas obligés, mais vous avez l'occasion de poser des questions.

LUCKY MASILELA :

Je voudrais poser une question sur ce que vous pensez de la prochaine série. Que signifie-t-elle ? La dernière série, c'était 185 000 noms de domaine. Aujourd'hui, ce sera 270 000. En Ren, c'est 4,8 millions de Ren ; vous pouvez acheter beaucoup d'appartements, de propriétés

immobilières avec cela. Ce qui est très important pour moi, c'est qu'en Afrique, nous avons plus de 54 noms de domaine.

L'une des choses stratégiques qui était dans notre pipeline pour acquérir le nom de domaine .africa, c'est quelque chose qui n'a pas encore été émis et il n'y a pas de plan. Il y a une concession pour que le nom préconisé doive aller dans ce groupe. Maintenant, nous parlons de la série suivante avant même d'avoir à planer toutes les difficultés existantes. Est-ce que cela est logique de s'enthousiasmer pour la série suivante alors que nous avons encore des problèmes non résolus ?

Merci.

SALLY COSTERTON :

Je suis très heureuse de vous voir, Lucky. Bienvenue à Cancún.

C'est une excellente question et je dois vous dire que ce sujet précis a soulevé énormément de débats au sein du Conseil d'Administration. Alan et moi avons beaucoup participé à ces discussions, cela fait déjà un certain temps, y compris ici à Cancún, donc vous serez heureux de le savoir.

Vous avez tout à fait raison. Vous n'êtes pas le seul d'ailleurs à nous le dire. Il y a un certain nombre de questions qui restent ouvertes, qui ne sont pas résolues et celle-ci en fait partie. Donc, comment décider quand on sera prêts ? Qu'est-ce qui suffit ? Et c'est exactement ce que vous êtes en train de dire : est-ce qu'il faut avancer si on n'a pas la réponse à ces questions ?

Je crois que la discussion va dans le sens suivant : même si le Conseil n'a pas encore terminé sa résolution, nous avons une autre réunion cette semaine et ensuite, il y aura une réunion du Conseil jeudi et là il y aura la résolution. Mais le sentiment que j'ai suite aux discussions de ce week-end, et nous en avons déjà parlé avec les responsables des groupes SO et AC samedi matin parce que nous nous sommes réunis et nous avons dit, ce n'est pas un secret, mais que faut-il faire ? Comment y arriver ? Comment tout rassembler ? Comment mettre les choses dans l'ordre de manière à ce que tous nous y travaillions ensemble ? Parce que c'est l'idée ; il faut que le processus, comme vous l'avez dit, soit un processus conjoint.

Nous avons beaucoup de soutien de la communauté et elle sait que nous essayons de soutenir les groupes de la communauté qui essaient de résoudre ces questions, sans le faire trop vite mais en le faisant quand même un rythme adéquat pour que nous puissions tout rassembler et nous sentir à l'aise pour passer à l'étape suivante et lancer la date de début du cycle.

Je souhaite vous rassurer, c'est vraiment une question clé. Il y a quatre domaines et c'en est un. Ce sont des questions qui sont en attente, nous le savons, mais ce n'est pas le Conseil d'Administration de l'ICANN qui va dire « Faites ceci ou faites cela », c'est vraiment la communauté qui va décider.

En tant que présidente, ce que j'ai dit aux communautés samedi et on en a parlé au Conseil d'Administration et on a parlé lors d'un dîner avec des responsables de la communauté de nouveaux, ce qui est dit, c'est que vous êtes très positifs, vous êtes très coopératifs, c'est une

excellente opportunité, nous devons résoudre ces questions, mais il faudra des ressources de l'organisation pour y arriver : organisation de réunions, de cours, intensification de tout ce qui est soutien pratique que nous fournissons à ces groupes pour effectuer le travail. Voilà où nous en sommes actuellement. Nous en sommes en plein milieu ici, maintenant pendant cette réunion. Nous sommes au cœur de cette discussion.

Est-ce que vous souhaitiez ajouter quelque chose ? Est-ce qu'on peut en dire un peu plus ? Alan.

ALAN BARRETT :

Merci Sally.

Je crois que vous avez bien répondu. C'est un problème que l'AU soit réservé. Si j'ai bien compris, on peut le retirer de la réserve, mais il n'y a pas d'exception qui soit mise de côté, donc de le réserver pour .africa. Il y a eu des questions, il y a eu des débats mais en fait, il n'y a pas eu de résolution encore.

LUCKY MASILELA :

Si je peux me permettre. Merci Sally et merci pour cet accueil à Cancún, sans revenir sur le fait que nous sommes en pleine discothèque.

La réelle préoccupation, c'est le calendrier. Cela fait quatre ans, voire cinq peut-être que nous réfléchissons à cette question et on dirait qu'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel. On ne sait pas quand la résolution arrivera. Est-ce qu'on ne pourrait pas un peu penser différemment ? Peut-être traiter d'une question spécifique avec toutes

ces nuances ? Parce que nous n'avons pas de processus, donc peut-être qu'il faudrait faire une exception pour ce cas spécifique et trouver une concession, un compromis.

SALLY COSTERTON :

C'est une question et c'est justement le type de dialogue que nous encourageons dans la communauté. Parce que vous avez raison, certaines de ces questions se poursuivent à l'infini, elles ne se résolvent jamais. Ce n'est pas la seule, cette question. Ce que nous essayons de soutenir maintenant, c'est de fournir à la communauté les bases dont elle a besoin pour qu'elle puisse trouver une solution. C'en est peut-être une. Je pense qu'il est tout à fait possible que vous ayez raison. Parfois, il faut être inventif et se dire comment contourner le problème pour en arriver à l'objectif fixé.

Lorsqu'on fait toujours la même chose et que cela ne fonctionne pas, tant que tout est dans les statuts et qu'il n'y a pas d'infraction, je crois que vous avez raison. Et ceci nécessitera une approche collaborative pour que nous partagions un sens de finalité. Dans la discussion, peut-être qu'on devrait définir des dates dans notre calendrier pour que nous soyons réactifs.

J'encourage le dialogue en tout cas. J'aimerais que le dialogue soit même plus productif, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de solution à trouver. Le processus multipartite existe et il doit nous permettre de le faire. C'est le seul moyen. Je crois qu'être créatif, c'est effectivement une bonne suggestion.

Il va falloir que je parte, mais je vais écouter la prochaine question quand même. Hadia.

HADIA EL MINIAWI :

Merci Sally d'être avec nous aujourd'hui.

Je souhaite poser une question sur le nouveau partenariat entre l'équipe GSE et les RALO. Vous l'avez mentionné tout à l'heure. Dans quel sens va ce partenariat ? Nous savons que l'équipe est déjà très impliquée, elle a toujours été impliquée auprès des RALO. Qu'est-ce qui est nouveau dans ce format ? Et les objectifs, est-ce qu'ils vont être définis dans le cadre de la stratégie régionale de l'ICANN ?

Merci.

SALLY COSTERTON :

Oui, excellente question. C'est un des sujets qui me tient à cœur.

Vous avez tout à fait raison. Tout d'abord, l'équipe relations avec les parties prenantes de l'ICANN a toujours travaillé avec les RALO de manière très inventive depuis que je suis à l'At-Large. Les RALO et les membres de l'At-Large sont très impliqués dans les programmes régionaux. Et la raison, comme vous le savez certainement, c'est que l'ICANN a besoin de nouveaux participants, de nouveau sang. Mais trouver les participants, c'est compliqué. Il n'y a pas beaucoup de structures SO/AC où on peut faire arriver des nouveaux. Et l'At-Large, c'est différent. Là, les nouveaux peuvent arriver.

Quels sont les objectifs, me dites-vous ? Ce qui est nouveau, c'est une focalisation sur un partenariat entre deux personnes, le président de la RALO et le responsable des relations avec la région. Ce n'est pas pour remplacer ce qui existait, mais c'est en plus.

L'objectif de ce partenariat est double. D'abord, il s'agit d'être plus proche en termes de planification d'activités et de sensibilisation pour ne pas travailler dans des silos. L'objectif n'est pas que l'équipe relations gouverne les RALO, c'est un partenariat, ils travaillent ensemble. Et deuxièmement, il y a deux raisons, d'abord parce que c'est important et Maureen en a parlé, nous en avons parlé avec David Olive à La Haye, c'est David qui a eu cette idée au départ, la question du pourquoi, c'est que l'At-Large doit être axée sur les résultats. Ce n'est pas simplement qu'il faut le faire, mais comment le faire, comment savoir ce dont on a besoin. Il y a en fait deux domaines. Il y a s'occuper des membres At-Large dans la région et également encourager de nouveaux participants à venir à l'At-Large, en particulier – et c'est l'aspiration commune partagée des dirigeants RALO, c'est une question en fait de contacts à l'interne, donc s'adresser aux membres At-Large existants qui sont sur les listes mais qui ne sont pas actifs.

Comment faire pour rejoindre ces personnes puisque nous les connaissons déjà ? Comment changer les attitudes ? Ce sont des membres qui dorment, qui ne sont pas actifs. On ne va pas s'impliquer dans toutes les activités qui vont être différentes selon les régions. Les Européens, ce qu'il souhaite faire à EURALO peut être complètement différent de ce qu'AFRALO souhaite avoir comme priorités, ou APRALO, etc. C'est très bien.

Mais il y a autre chose qui est nouveau et j'hésite à utiliser le mot nouveau, c'est plutôt une nouvelle focalisation : c'est de s'assurer que grâce au responsable relations, une fois qu'on s'est entendus sur les activités et les priorités, on donne les moyens aux vice-présidents d'aller dans l'ICANN, pas seulement à l'équipe engagement pour trouver davantage de ressources parce qu'il y a peut-être différents types d'opportunités. Hadia, peut-être que vous seriez plus à même de travailler avec la technologie par rapport au renforcement des capacités, par rapport aux webinaires, etc. Si vous allez dans l'organisation, vous allez trouver le bon point d'accès pour maximiser les différentes ressources qui existent pour en tirer le meilleur parti. Mais les RALO ne savent pas forcément à qui s'adresser, comment utiliser ces ressources et comment les déployer dans les plans régionaux.

J'espère que ceci répond à votre question, mais cela a été jusqu'à maintenant une excellente expérience. J'ai parlé à Jonathan hier soir un peu plus et je sais que cette initiative lui plaît. Avant de partir, je veux être très clair : l'idée, ce n'est pas que l'équipe GSE gère les RALO parce qu'il y a des gens qui se trompent là-dessus. Étant donné qu'ils s'occupent de ce projet avec Chris Mondini, ils ont fait un excellent travail dans le cadre de ce partenariat. C'est un excellent modèle.

Je crois qu'il y avait une autre question en ligne. Oui, allez-y [Mariana].

[MARIANA] :

... d'Olivier Kouami : « Dans le cadre de la coalition digitale d'Afrique, que va faire l'ICANN concrètement en matière de connectivité ? S'agira-

t-il, par exemple, d'aider à mettre en place des points d'accès à Internet ou bien ce sera la démultiplication des IMRS comme récemment commencé au Kenya ? »

PIERRE DANDJINOU :

Nous allons en fait présenter le projet tout à l'heure. La réponse est très simple. Nous allons effectivement supporter l'activité qui était déjà en cours, notamment les ISP. Et là, c'est avec ISOC que nous avons une sorte d'agrément pour faire ce travail. C'est promouvoir la collectivité, mais surtout à partir d'un certain nombre d'infrastructures aussi, par exemple l'infrastructure du DNS, c'est très important et beaucoup de projets que nous avons tournent autour de ceci. Mais il ne s'agit pas pour l'ICANN d'y aller tout seul, il s'agit de travailler en partenariat.

Oui, nous allons apporter ce que nous pouvons pour soutenir la collectivité en Afrique, mais l'ICANN ne va pas tout faire et c'est pour cela que nous avons des partenaires. Nous allons faire une présentation tout à l'heure qui va aller plus en profondeur. Merci.

Désolé, si je peux me permettre, nous avons un petit problème parce qu'en fait, nous devons rapidement faire la présentation de la coalition. Nous avons également nos consultants qui souhaitent vous donner des détails sur là où ils en sont, etc. Désolé, nous n'avons pas beaucoup de temps. Si nous avons du temps par la suite, nous pourrions écouter davantage de questions. Toutes mes excuses. Je sais que ceux qui sont habitués à venir dans notre espace africain, nous avons parfois des problèmes de contraintes de temps.

Maintenant, nous allons rapidement vous présenter ces diapositives. S'il y a des questions, n'hésitez pas à nous contacter pour nous les poser. Rapidement, peut-être en cinq minutes, nous allons examiner cela.

Concernant la coalition digitale d'Afrique, nous nous demandons pourquoi l'Afrique et pourquoi maintenant. Je ne vais pas vous donner tout le contexte dans lequel l'ICANN s'est engagée auprès de l'Afrique au fil des ans, mais il y a des choses à faire en Afrique. Il faut un soutien particulier, Sally y a fait allusion. Le paysage africain est ce qu'il est, vous le connaissez, 1,4 milliard d'habitants et la plupart d'entre eux sont jeunes. Il y a en fait plus de 2 000 langues en Afrique. C'est la population la plus jeune du monde. La pénétration Internet est à 43 % en 2022. Voilà le contexte. Il y a des investissements considérables qui ont été effectués pour renforcer l'infrastructure Internet et la connectivité. Le but est de rendre l'Internet plus abordable sur le continent.

L'Afrique progresse rapidement dans son adoption du numérique et la société devient de plus en plus éduquée. Cela entraîne des enjeux et des défis pour la transformation numérique de l'Afrique. Nous pensons que c'est le bon moment pour que l'ICANN puisse rejoindre des acteurs régionaux et mondiaux qui sont engagés à faire progresser l'Internet en Afrique.

La coalition souhaite réunir des organisations pour renforcer l'accès à l'Internet en Afrique et soutenir le développement de l'économie numérique en Afrique. En travaillant ensemble, notre impact sera plus fort. En travaillant ensemble en tant que coalition, nos résultats seront

de plus grande envergure. Il faut de la bonne volonté, mais il nous faut aussi de l'harmonisation. Nous considérons que la coalition peut avoir un impact fort. Cela fait aussi partie de ce que peut faire l'ICANN. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Je voudrais dire que les trois pierres angulaires de cette coalition, c'est d'abord une infrastructure DNS robuste en Afrique, une connectivité significative et le renforcement des capacités ; ce sont les trois piliers de cette coalition. Je vais vous parler de ce que nous avons accompli dans ce projet.

Actuellement, la coalition qui a été lancée à Addis Abeba le 1^{er} décembre a 10 partenaires en quelque sorte qui ont été les signataires de ces principes directeurs. Ce sont des institutions, des entreprises qui comprennent le projet et qui ont décidé de se joindre à ce projet. Vous pouvez prendre connaissance des détails sur cette coalition en ligne.

Où cela a-t-il commencé ? Sally a parlé de ce groupe IMRS qui a été mis en œuvre à Nairobi au Kenya en novembre 2022. L'idée était de renforcer la résilience et la rapidité de l'Internet en Afrique en installant des serveurs racine gérables à Nairobi. Cela a été le lancement. Le deuxième lieu sera annoncé au cours des six prochains mois. D'ici les quatre à six mois prochains, nous entendrons parler du deuxième lieu.

Qu'est-ce que ce groupe IMRS ? Regardez cette carte. Vous y voyez ce qu'était le trafic en Afrique auparavant. La concentration était dans le sud et dans le nord du continent africain. Et regardez la situation à l'heure actuelle lorsque nous avons mis en œuvre l'IMRS. Le lancement s'est déroulé en Afrique à Nairobi. Le trafic a changé. Le trafic fluctue en

Afrique, il augmente et il baisse. Si vous avez à cinq à six de ces grappes à travers l'Afrique, vous verrez que la connectivité sera en Afrique. Et en termes de latence, il y aura une réduction.

Nous avons souhaité conduire une Afrique en profondeur sur le paysage DNS en Afrique et les consultants sont présents pour vous présenter des statistiques. Le rapport final sera disponible en juillet 2023 et il vous sera présenté lors de notre forum d'engagement pour l'Afrique qui se déroulera à Accra en Afrique de l'Ouest.

L'autre projet en cours en collaboration avec l'ISOC, ce sont cinq points d'échange Internet pour rendre l'Internet plus rapide et abordable. C'est un projet existant au sein de l'ISOC, mais nous souhaitons donner les moyens à l'ISOC de renforcer le projet. Les détails sont disponibles et ils vous seront communiqués, notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité.

L'autre critère, c'est les capacités de développement pour les ccTLD. Vous savez que les ccTLD en Afrique actuellement, d'après ce que nous savons, doivent faire l'objet de sensibilisation en ce qui concerne la gestion. Nous en avons sélectionné 10 qui posent problème en termes de gestion. Il y a des problèmes techniques, il y a aussi des problèmes dans la gestion de leurs affaires, de marketing. Il s'agit de personnaliser des solutions pour soutenir ces ccTLD.

Nous avons la question de l'acceptation universelle. Ce matin, vous en avez entendu parler, vous avez entendu parler de l'importance d'une connectivité inclusive. Il s'agit de développer des scripts dans les langues locales qui soient accessibles sur l'Internet. Maintenant, nous

concentrons nos efforts sur les institutions d'enseignement supérieur. Nous travaillons en association avec les universités africaines. Et à Accra, nous allons lancer un projet sur le niveau de préparation et 200 environ pourront participer à ce projet. C'est un projet important et de grande envergure et nous serons à Accra pour voir quels seront les résultats. Il y a un autre projet que nous prévoyons avec un volet avec les entreprises, les ISP.

Le DNSSEC qui porte sur la sécurité, cela va aussi commencer avec un partenaire. L'un des premiers partenaires, c'est l'Union des télécommunications africaines. Il s'agit d'organiser des ateliers intitulés *Déployathon* dans trois pays. Vous en entendrez parler et vous entendrez parler des critères qui sont établis.

Maintenant, je suis arrivé à la fin de la série de projets que nous avons déjà lancés. Nous en avons d'autres à lancer. Nous sommes prêts à travailler avec vous, avec ceux qui s'intéressent à monter de nouveaux projets. L'ICANN finance ces projets depuis trois ans et nous souhaitons assurer une certaine pérennité de ces projets. Cela dépendra aussi de nos partenaires.

Ce calendrier général vous donne une idée de notre orientation pour chacun des projets, les délais, les résultats escomptés. Je ne vais pas entrer dans les détails. Ces informations sont disponibles sur le site Web et le personnel peut vous donner davantage d'informations.

Nous avons des contraintes de temps, alors je voudrais conclure maintenant et donner la possibilité aux consultants de vous donner des

informations sur cette étude DNS. Nous avons le temps de prendre une ou deux questions. Merci.

MARK ELKINS :

Je m'appelle Mark Elkins. Je suis l'un des consultants pour ce projet. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Nous avons mené cette étude en 2016. Elle s'est déroulée sur 18 mois. L'ICANN souhaitait cette étude beaucoup plus rapidement, c'est ce que nous essayons de faire. L'appel d'offres a été accordé le 13 décembre 2022. Il y a eu des changements considérables. Par exemple, les chiffres ont augmenté de 50 % environ. Les chiffres RIR, etc., ont augmenté de 50 % au cours des six dernières années ; .africa n'existait pas et maintenant il existe. Nous avons modifié le nom de dnsafrica.study à dnsstudy.africa.

Nous avons un ensemble de jalons qui sont établis pour pouvoir terminer le projet dans les délais. Qu'y a-t-il de nouveau ? Il y a eu des mises à jour du logiciel, le PHP a changé considérablement. Sur le questionnaire, nous avons ajouté le questionnaire data center. Nous avons aussi ajouté les langues swahilie et espagnole. Il y a beaucoup de questions qui ont été actualisées aussi. Diapositive suivante, s'il vous plaît.

Pour répondre aux questions, le format est le même. Vous allez à dnsstudy.africa. En tant que bureau d'enregistrement ou titulaire de nom de domaine, vous saisissez votre adresse courriel et vous aurez la possibilité de répondre aux questions rapidement.

Il y a quand même un petit problème. Un des objectifs que nous avons changé depuis la dernière fois, c'est d'essayer d'avoir un responsable par pays. Ceci a bien fonctionné, nous avons fait des formations au cours des dernières semaines, nous avons sept personnes qui ne sont pas encore formées. Il y a en 14 entre parenthèses parce qu'il y a sept pays qui n'avaient pas été affectés et qui n'avaient pas réellement de responsable. Ce chiffre maintenant n'est que de six. En dépit du fait que nous n'ayons pas de responsable ou de référent pour les pays, certains autres référents ont été tellement proactifs que certains pays ont terminé. C'est très bien. Les questionnaires nous ont été renvoyés.

En fait, là, je vous fais une demande. C'est la première fois que nous pouvons réellement prendre le temps de nous adresser aux Africains et demander l'aide des communautés. Vous avez un certain nombre de pays à l'écran. Le Tchad n'a pas été affecté à quelqu'un, donc il reste six pays sur l'écran. Si vous êtes de ces pays, si vous connaissez les personnes qui sont impliquées dans la communauté de l'Internet et qui sont dans ces pays, nous cherchons des volontaires.

Alors, que fait le référent pays ? Très brièvement, cette personne aide à trouver des personnes pour répondre au questionnaire. Certaines catégories dans le questionnaire nécessitent une certaine autorité, donc il faut que ce soit l'opérateur de registre, le centre de données ASCII ou alors le réglementaire. Il y a certaines tâches qui doivent être effectuées par certaines personnes, donc il faut connaître ces personnes. Il n'y a qu'un certain nombre de personnes qui ont le droit de remplir le questionnaire sur ces questions. Nous devons également collecter les informations de l'opérateur de registre : le domaine de la

date de début et l'extension géographique du titulaire de nom de domaine. Ensuite, il faudrait considérer un observateur de DNS africain ; nous essayons de réfléchir à un transfert de zone pour avoir des informations à jour de notre côté sur ce qui se passe, sur les progrès qui sont effectués. Nous essayons de le faire dans des délais corrects. Puis, il y a également un rapport par le référent pays.

En ce qui concerne l'observatoire, c'est une inscription séparée avec cette URL que vous avez où les personnes des ccTLD peuvent s'inscrire. Ce qui se passe, c'est qu'ils reçoivent un serveur de nom secondaire. Ce qui est intéressant, c'est que ce serveur sera à Johannesburg, mais ce serveur secondaire pourrait être n'importe quel autre serveur. C'est un peu comme AFRINIC ou Anycast, leur serveur pourrait être cohébergé. L'Afrique pourrait avoir un deuxième système Anycast consacré aux ccTLD. La seule chose qui serait mieux d'avoir un Anycast, ce serait d'en avoir deux.

Une petite idée par rapport aux informations que l'on peut obtenir, je m'occupe du edu.za, c'est l'éducation tertiaire, il n'y a que 180 domaines qui fonctionnent. Il y a des statistiques aussi ici. Le site Web considère combien de personnes utilisent l'IPv6. Il y a un domaine IDN dans le système également, combien d'entre eux ont activé le DNSSEC. Ceci peut nous permettre de faire de beaux graphiques qui vous permettent de voir de manière plus simple comment se présentent les choses. Ce sont de vrais chiffres ; la croissance de l'edu.za depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui.

Voilà, c'est tout. Vous avez une adresse e-mail et vous avez le nom de William Stucke qui était impliqué la dernière fois et qui est de nouveau

impliqué cette fois. Et Rodney est avec moi, il va lever la main. Merci beaucoup pour votre attention.

PIERRE DANDJINOÛ :

Merci beaucoup Mark.

Cela étant, nous allons répondre à quelques questions urgentes, peut-être une ou deux. Nous sommes déjà en retard. Allez-y. Soyez bref, s'il vous plaît.

BRAM FUDZULANI :

Oui, je serai bref.

Je voulais revenir à la coalition pour une Afrique numérique et de manière plus spécifique, je me pose la question de savoir si nous avons épuisé toutes les possibilités. J'ai vu les noms des partenaires. Il y a la stratégie de transformation numérique de l'Union africaine et deux des objectifs de cette stratégie, c'est de promouvoir les normes et l'interopérabilité transfrontalière et le deuxième objectif parmi d'autres, c'est la promotion et la gestion des noms de domaine des extensions géographiques. Je me demande si l'Union africaine, dans le cadre de ses partenaires de la stratégie, pourrait être une possibilité d'une entité que l'on pourrait amener vers nous. L'Union africaine pourrait se concentrer sur certaines initiatives et l'ICANN pourrait avoir une vision plus globale plutôt que de travailler de manière aussi spécifique.

PIERRE DANDJINO :

Merci pour cette question.

C'est vrai, la coalition travaille avec cette stratégie africaine. Nous sommes en contact avec l'Union africaine depuis huit mois. Pour vous répondre, oui, nous avons besoin d'eux, nous y travaillons. Et j'espère qu'au cours des semaines à venir, ils nous auront rejoints. En fait, il y a des principes directeurs à signer avant de devenir partenaire. Mais oui, nous y avons réfléchi. Merci pour cette question.

J'ai une question ici et une là.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ :

Je vais parler en français. Je vais aller rapidement comme vous avez souhaité.

Il y a la question aujourd'hui de la mise à l'échelle de tous ces projets. Parce que dans les présentations, effectivement, il y a une impression un peu comme si nous étions dans une étape pilote d'un certain nombre de projets qui ont été présentés dans le cadre de la coalition numérique pour l'Afrique. Donc, je ne sais pas s'il y a aujourd'hui des réflexions qui ont déjà commencé dans le sens d'anticiper, en fait, sur les actions de mise à l'échelle. Mais je voudrais juste recommander qu'on puisse peut-être voir dans quelle mesure ces différents projets pourront peut-être être pris en compte, comme si c'était des parties de certains projets existants déjà au niveau de certaines institutions, je ne vais pas les nommer ici, et voir comment on peut y optimiser peut-être les coûts de mise à l'échelle qui peuvent être des éléments en réflexion actuellement.

Voilà, merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci aux traducteurs et aux interprètes qui nous ont donné deux minutes. Merci pour cette question.

En fait, le CDA, le projet a un secrétariat qui sera bientôt à Nairobi et nous allons recruter du personnel. Mais ce secrétariat va faire la chose suivante : justement travailler avec les partenaires. Ce n'est pas un projet ICANN spécialement. Nous avons déjà une dizaine de partenaires, donc nous avons prévu des rencontres avec les partenaires pour harmoniser et mettre en place une sorte de comité de pilotage qui va justement gérer les résultats, les différents projets. Et l'idée, c'est que chacun doit pouvoir mener son projet en cours. Je crois que c'est très important. Ce n'est pas un projet d'ICANN tout seul, ce n'est pas possible. Il faut le comprendre. L'ICANN a des ressources pour lancer l'opération. Nous avons une dizaine de partenaires et nous allons travailler avec eux. Nous allons certainement avoir une grande rencontre de tous ces partenaires d'ici les six mois qui arrivent pour justement à harmoniser les choses. C'est une bonne question que vous avez, mais il y a déjà une sorte de début de réponse à cette question.

Dernière question.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ :

Bonjour, merci beaucoup et merci Pierre.

Je comprends bien la mission de l'ICANN, mais j'aimerais quand même utiliser ce qu'a dit Sally sur la nouvelle génération de leaders et ce qu'il faudrait faire en Afrique.

Je note également que le personnel de l'ICANN est là pour les écoles sur la gouvernance de l'Internet, ils les soutiennent. Mais ma préoccupation, c'est que le soutien doit également être financé. Les écoles sur la gouvernance de l'Internet sont au niveau régional et continental, mais en fait il n'y a pas de financement pour les écoles nationales, en particulier pour les écoles qui sont gérées par les IGF régionaux qui sont institutionnalisés et qui sont reconnus. Est-ce que l'ICANN va soutenir ceci au cours des jours à venir ? Et qu'est-ce qu'on peut obtenir d'eux ?

PIERRE DANDJINO :

Merci pour cette question.

Comme vous le savez, nous soutenons différents événements, IGF, écoles sur la gouvernance de l'Internet, etc. La question, c'est est-ce qu'on peut vraiment aller dans 54 pays africains et soutenir les projets individuels ? C'est le problème. C'est pour cela que notre soutien est régional. Vous comprenez ? Parfois, c'est vrai, on peut après un certain temps soutenir grâce à des membres de l'ICANN que l'on envoie ; ceci, on peut y arriver. Mais l'approche nationale, c'est une question de ressources.

Vous avez cité Sally, je sais, mais ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que c'est quelque chose que nous ne pouvons pas faire au niveau local, on ne peut pas couvrir 54 pays. D'accord ?

Cela étant, n'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions spécifiques. Nous devons malheureusement terminer la séance. Si la coalition vous intéresse, n'hésitez pas. Oui, Mariana.

MARIANA : Adiel a levé la main.

PIERRE DANDJINOU : Adiel a levé la main là-bas, mais nous avons déjà levé la séance. Désolé. Adiel, une ou deux secondes.

ADIEL AKPLOGAN : Ça va. Je voulais simplement parler de la question qui était posée au départ sur le soutien de l'accès du CDA pour le programme de points d'échange et par rapport au travail que l'on fait du côté des résolveurs sur les ISP. C'est une question de DNS, mais étant donné que les ISP fournissent l'accès à la région, le fait qu'on a travaillé à cette question des résolveurs, c'est une amélioration de l'accès. C'est tout ce que je souhaitais préciser.

PIERRE DANDJINOU : Merci beaucoup, Adiel, pour cette contribution.

Nous allons maintenant lever la séance. Merci pour votre attention. Nous n'avons pas beaucoup de temps, nous savons que vous avez certainement d'autres questions et nous sommes disponibles ici. Puis, nous avons le site Web de la coalition, nous avons également nos adresses e-mail à Nairobi, n'hésitez pas à nous contacter.

Ceci étant, je vous souhaite une excellente réunion et nous nous retrouverons prochainement. Au revoir à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]